

## SKIKDA

Rencontre sur la restructuration  
du pôle universitaire

**Restructuration de l'université du 20-Août-1955, mise en relief des différents projets de recherche, échanges académiques avec d'autres pôles nationaux et internationaux et de publications universitaires, coordination entre les volets pédagogiques et les œuvres universitaires, lancement de chantiers de construction d'un montant de 31 milliards de centimes. Tels sont les points abordés lors d'une conférence de presse, animée par le recteur, samedi dernier, au siège du rectorat.**

En présence du staff rectoral et doyenial, la rencontre presse-université a été motivée par deux sujets. Le premier est lié à la série d'articles parus dans la presse au sujet du «conflit» entre le CNES et la direction de l'université. Une tension alimentée par le problème des dix logements, situés dans la commune de Hadaïek, en face de l'ancien stade. Selon le communiqué du CNES, sanctionnant l'assemblée générale tenue le 15 janvier, les enseignants du supérieur refusent de transformer ces logements en logements collectifs. Ils exigent de se conformer aux travaux de la commission du logement et de cibler les véritables bénéficiaires. Concernant ladite commission, les signataires de la missive demandent sa réactivation pour qu'elle puisse procéder à l'attribution desdits logements dans les délais réglementaires. La mise au point de l'administration universitaire trouve son fondement dans l'envoi

d'une correspondance de la chefferie du gouvernement au wali de Skikda. Elle stipule que les dix logements de Hadaïek, destinés au corps enseignant, ont un caractère incessible (fonction), «une décision d'attribution qui accompagne tous les quotas de logements» nous dira un membre du CNES. Selon l'annonce faite par le recteur, ces logements vont héberger... 67 enseignants ! «Comme vous le savez, le corps enseignant est constitué en majorité de femmes, nous avons jugé utile de les regrouper au sein d'une même unité du fait de la difficulté pour elles de louer», dira le vice-recteur chargé de la pédagogie. Au total, ce sont 57 autres logements au profit des enseignants qui vont être distribués dans les plus brefs délais, 50 de type participatif et 7 de fonction récupérés suite à la mutation de quelques enseignants. Le deuxième motif est la restructuration de l'université en 5 facultés au lieu des 3 exist-

antes. Conformément au décret exécutif du 5 janvier 2008 paru au *Journal officiel* du 8 janvier, «le nombre et la vocation des facultés composant l'université de Skikda sont fixés comme suit : faculté des sciences, faculté des sciences de l'ingénieur, faculté des sciences économiques et sciences de gestion, faculté de droit et faculté des sciences sociales et sciences humaines». Un bonus pour le pôle académique.

A vrai dire, c'est l'éclatement de deux anciennes facultés qui est constaté : la faculté des sciences et sciences de l'ingénieur et la faculté de droit et des sciences humaines. Une commission a été installée à cet effet et elle a pour mission d'étudier la bonne mise œuvre de cet acquis à travers la disponibilité de divers équipements.

Parmi eux, il conviendrait de citer la création de nouveaux départements, le déploiement du personnel administratif et de l'encadrement pédagogique, la dotation en équipements nécessaires et la localisation des deux nouvelles facultés. Des données qui seront matérialisées consécutivement à l'aval du conseil supérieur scientifique ; la séance de travail y afférente se tiendra incessamment.

Au menu de cette rencontre, les différents chantiers de construction et d'aménagement de l'intérieur de l'université

pour un montant de 31 milliards de centimes. Les plus importants sont le dédoublement des voies menant au siège du rectorat et celle des trois campus, Hadaïek I, II et III, l'aménagement des espaces verts, la construction d'un mur de clôture et autres travaux visant l'embellissement du pôle du savoir dans les différents facultés et départements. Dans le cadre d'une autre opération, la construction de 5 laboratoires de recherche, qui seront baptisés en fonction des recherches qui y seront effectuées, le projet de 4 000 places pédagogiques réparties à travers les différents sites de l'université et la construction d'un département d'agroalimentaire et de biologie au sein de l'ancienne ferme. Cette dernière sera réhabilitée pour la circonstance, et ses habitants évacués vers des logements situés au lotissement la Briqueterie.

L'organisation de séminaires portant sur des thèmes divers a retrouvé, ces derniers temps, ses lettres de noblesse. On annonce, pour cette année, la tenue de cinq conférences internationales et quatorze nationales dans l'enceinte de l'université du 20-Août-1955. Il conviendrait de citer celle qui se tiendra avec l'Entreprise portuaire de Skikda portant sur le code maritime. En matière d'échanges entre universités, il y a eu la signature de deux conventions avec le centre de recherches égyptien El Kaoumi et l'université d'Amman.

Deux autres seront paraphées avec les universités de Swensen, Grande-Bretagne, et Dahok, au Kurdistan irakien. Concernant la relation presse-université, le recteur compte initier un cycle de rencontres mensuelles afin de médiatiser les moindres relents d'évolution qu'enregistre l'université du 20-Août-1955. «Communiquer et pas uniquement réagir», semble la devise de demain.

Zaid Zoheir

## INCENDIE DANS LA ZONE INDUSTRIELLE

## Des dégâts matériels enregistrés

Un incendie s'est déclaré dimanche en fin de journée à la zone industrielle de Skikda. Des équipements d'usure et des filtres ont été la proie des flammes. Aucun dégât matériel n'a été déploré.

C'est un hangar d'un constructeur travaillant pour le compte d'un groupement algéro-espagnol qui a pris feu. Le groupement en question est chargé de la réalisation d'une unité de dessalement de 1 000 m<sup>3</sup>/jour. Les éléments de la Protection civile et les forces d'intervention rapide ont mis trois heures pour circonscrire l'incendie. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes exactes du sinistre.

Z. Z.

## EMPLOI DES JEUNES DIPLÔMÉS UNIVERSITAIRES D'ANNABA

Une cellule d'accompagnement  
pour la création d'entreprises

**Ces deux dernières années, malgré les chiffres optimistes de création d'emploi avancés par les structures locales compétentes, la crise du chômage s'est accentuée. Particulièrement dans le milieu des diplômés de l'université.**

Saturée, la démarche dite «emploi des jeunes» intéressant cette catégorie de citoyens, n'arrive plus à répondre aux milliers de demandeurs assiégeant quotidiennement la direction de l'emploi à Annaba. Cette situation n'a pas laissé insensibles les responsables de l'université Badji-Mokhtar. Avec la collaboration de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF France), et en partenariat avec ses homologues de Tunisie et du Maroc, ses responsables ont mis en place une cellule d'accompagnement à la création d'entreprises des diplômés universitaires (CAEDU). La

première du genre en Algérie, après celles créées dans différentes universités françaises, tunisiennes et marocaines. La mission de cette structure, financièrement soutenue par l'AUF, en faveur de l'emploi diffère des actions traditionnelles appliquées à ce jour dans notre pays. Elle repose sur une logique d'appel à projets devant entrer dans les profils intellectuels présentés par les candidats à l'assistance technique de ladite cellule pour le montage des dossiers de création d'entreprises et d'emploi. La démarche des animateurs de la CAEDU se veut être un moyen de lutte contre le chômage des diplômés issus de l'université. Elle apporte de nouveaux moyens de lutte dans la bataille de l'emploi. Sa mission devrait contribuer à l'élargissement de l'éventail des pistes offertes à tous ceux qui ont des idées, des projets d'accompagnement à l'emploi ou de création directe ou indirecte de postes de travail. Dans leur démarche, les animateurs de la

CAEDU tenteront de regrouper les dossiers de création d'entreprises des jeunes diplômés de l'université afin d'optimiser les démarches de leurs initiateurs et d'inciter ces derniers à repérer des besoins afin d'y répondre par la création d'entreprises. «La création de la CAEDU répond aux attentes qui ont prévalu à son élaboration au plan international, notamment en matière de public concerné, à savoir les diplômés universitaires. Tout est fin prêt tant en matière de ressources humaines que matérielles pour apporter aide et assistance aux universitaires sans emploi», a précisé le D Amar Laskri, recteur de l'université Badji-Mokhtar. Rappelons que dans la wilaya de Annaba, la majorité des postes de travail créés au profit des jeunes diplômés des deux sexes issus de l'université sont aléatoires. Ils sont pour la plupart sans véritable incidence sur l'avenir professionnel des intéressés.

Abdelbaki D.

## ALGER

Séminaire de formation pour le lancement  
d'une enquête de dépistage des pathologies cécitantes

**Un séminaire de formation a été organisé hier à Alger par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, au profit de 180 médecins ophtalmologistes, appelés à mener une enquête nationale de dépistage des pathologies oculaires cécitantes.**

Cette enquête, qui sera lancée à partir de vendredi prochain, et pour laquelle une enveloppe de 15 milliards de centimes a été dégagée, concerne 20 000 ménages dans 420 communes réparties sur les 48 wilayas du pays. Selon le D<sup>r</sup> Mohamed Ouahdi, directeur de prévention au ministère de la Santé, l'objectif recherché à travers cette enquête est d'identifier la prévalence des maladies oculaires cécitantes, comme la cataracte, le glaucome et la dégénérescence maculaire (DMLA) liée à l'âge. Pour le D<sup>r</sup> Youcef Tarfani, sous-directeur des maladies non transmissibles au

ministère, l'objet de ce séminaire de formation consiste à préparer «dans les meilleures conditions possibles» le lancement de l'enquête nationale, qui «nous permettra de disposer de chiffres et de statistiques à même de mieux prendre en charge ce genre de pathologies», a-t-il indiqué.

De son côté, le P<sup>r</sup> Mohamed-Tahar Nouri, chef de service ophtalmologie au CHU de Beni-Messous, fait remarquer que le lancement de cette enquête intervient conformément aux directives de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui avait lancé, en 1999, un programme de lutte contre les cécités évitables, appelé «vision 2020». Cette enquête vise, selon M. Nouri, à connaître la «prévalence exacte» des cécités évitables, «surtout lorsqu'on sait qu'horriblement la maladie de cataracte, qui est prise en charge correctement grâce au formidable effort de formation, d'autres maladies comme la DMLA restent plus ou moins ignorées», a-t-il expliqué. C'est la raison pour laquelle le ministè-

re a déclenché cette enquête, et lorsque ses résultats seront connus, un programme de prévention des cécités évitables, sera alors mis en œuvre, a-t-il précisé.

M. Nouri a tenu à souligner, à cet effet, que sur la base d'un programme de lutte contre les cécités, l'Algérie pourra bénéficier de l'aide de l'OMS dans le cadre de la «vision 2020», ainsi que d'organismes spécialisés comme l'organisme international de lutte contre la cécité, qui pourront contribuer à la formation des personnels de la santé publique.

D'autre part, M. Nouri a fait savoir que l'Association algérienne de lutte contre la cécité (AALC), dont il est président, a mené des actions de lutte contre les maladies de cataracte et de trachome, plus précisément, dans le Sud du pays, notamment à Touggourt, Adrar et Timimoun.

APS

## OLÉICULTURE

## À BÉJAÏA

Des prix élevés malgré  
une bonne récolte

Le prix de l'huile d'olive a connu une envolée, cette année, à Béjaïa, atteignant les 400 DA le litre, en dépit d'une production jugée relativement importante par différents intervenants dans la filière. Cette production, établie avant même la clôture de la campagne oléicole à plus de 7 millions de litres, est en augmentation de près de 70 % comparativement à la saison passée, sans que cela n'empêche un renchérissement des prix, en hausse de 30 % par rapport à la saison précédente, relève-t-on. La hausse, aux relents spéculatifs évidents, reste essentiellement motivée par les effets de la baisse de la production dans les wilayas voisines, notamment Tizi-Ouzou et Bouira, laquelle a induit une tension autour sur l'olive que sur l'huile dans toute la région, selon la Chambre d'agriculture.

«Le prix est déterminé généralement par les niveaux de production de toute la Kabylie, bien que Béjaïa en la matière reste le bassin oléicole national le plus important», a expliqué M. Oussalah, secrétaire général de la Chambre d'agriculture qui relève, cependant, que cette tendance haussière a été imprimée à la base par le niveau de la mercuriale des huiles végétales.

«Sa revalorisation a incité les producteurs locaux à opérer leur auto-ajustement», a-t-il dit, ajoutant que «la tension a fait le reste». Certains producteurs, au demeurant, le confirment sans ambages. Mais il reste que pour beaucoup, «l'occasion a fait le larron», particulièrement pour les exploitants qui ont eu à souffrir des effets isolés, ou combinés, de la sécheresse et/ou des incendies. Plus d'un million d'arbres ont brûlé ces deux dernières années, provoquant des manques à gagner évidents.

«La perte en termes de production et donc de revenus a favorisé l'inflation», a fait observer M. Adjou, petit exploitant dans la région de Chemini, qui a affirmé qu'il a été particulièrement sollicité, cette année, au point de se dérober.

«Pour satisfaire mes connaissances à Alger, j'ai dû puiser chez les voisins et même sortir mes vieux stocks d'inventus», a-t-il confié, visiblement heureux de cette «aubaine», lui qui pendant, l'été dernier, a dû vivre un cauchemar en voyant une partie de son verger partir soudainement en fumée.

«De plus, s'est-il consolé, du fait du caractère alternatif de l'olivier qui veut qu'à une bonne année succède une mauvaise, cette embellie ne sera que passagère», prévoyant, d'ores et déjà, un déclin de la cueillette prochaine.

Au fond de lui-même, en dépit de la conjonction, l'avenir l'inquiète franchement car, selon lui, «la filière qui peine à décoller encourt, par ailleurs, le risque de se voir encore plus déstructurée avec l'ouverture du marché aux opérateurs étrangers».

«La production mondiale en quantité et qualité est concentrée dans le bassin méditerranéen. Si on ne se met pas à niveau, on va en subir les conséquences», a-t-il averti, évoquant une foule de facteurs «limitatifs» qui fondent ses appréhensions. L'absence de coopératives professionnelles, le défaut de circuits pour la commercialisation de l'huile et de l'olive, le travail artisanal qui caractérise autant la cueillette, le transport, la trituration, le conditionnement et l'emballage sont autant de contraintes qu'il faudra devoir lever, a-t-il indiqué. «Il faut aller vers l'instauration d'un label des produits du terroir. Mais pour cela, il faut changer les conditions, les moyens et l'organisation», a-t-il préconisé, estimant qu'à ce prix, «on pourra placer l'huile algérienne sur le marché extérieur».

Selon M. Oussalah, l'effort à faire reste étroitement lié à l'amélioration de la qualité pour généraliser la production de l'huile vierge et extra-vierge.

Récemment, à l'occasion de la tenue de la 11<sup>e</sup> foire de l'olive, des essais jugés concluants ont été établis. «Sur 10 échantillons prélevés des huileries de la région, six se sont révélés être de l'huile vierge avec des taux d'acidité inférieure à 1,6 degré», a-t-il affirmé, mettant l'accent sur les investissements opérés autant par les pouvoirs publics que les particuliers. «Il y a manifestement un nouvel essor, qu'il s'agisse de la réhabilitation ou de l'accroissement du verger, ou de l'acquisition de matériels (production, stockage et extraction)», a-t-il indiqué, révélant, à ce titre, que 890 millions de dinars ont été injectés dans le secteur. Pour lui, la filière doit être accompagnée dans une «démarche d'authenticité du produit».

APS